ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Education nationale et de la Culture et par le Ministre de la Culture, Adjoint à l'Education nationale, le 13 avril 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant création du diplôme de gradué en logopédie et fixation des conditions de collation de ce diplôme", a donné le 22 avril 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 13e april 1964 door de Minister van Nationale Opvoeding en Cultuur en door de Minister van Cultuur, Adjunct voor Nationale Opvoeding, verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot instelling van het diploma van gegradueerde in de logopedie en vaststelling van de voorwaarden waaronder het wordt toegekend", heeft de 22e april 1964 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté a pour objet de créer le diplôme de gradué en logopédie et d'en fixer les conditions de collation.

En prévoyant, à l'article 2, que pour obtenir ce diplôme, le candidat doit faire la preuve, de la manière déterminée à l'article 3, des aptitudes morales et physiques nécessaires à l'exercice de la profession qui y correspond, le projet fait dépendre l'octroi de ce diplôme des conditions se rapportant à l'exercice de la profession.

Aucune loi n'a fixé les aptitudes physiques et morales auxquelles l'exercice de la profession de logopède est subordonné et ne permet au Roi de réglementer l'accès à la profession.

Il s'ensuit que l'exigence des aptitudes morales et physiques prévues à l'article 2 du projet est dépourvue de fondement légal.

\+

\+ \+

La base légale du projet est en premier lieu l'article 17 des lois sur l'enseignement technique coordonnées le 30 avril 1957, qui accorde au Roi le droit d'arrêter les conditions exigées pour l'admission des élèves, le programme minimum des études, les modalités d'examen de fin d'études ainsi que les titres à conférer et leur qualification.

.../...

En outre aux termes de l'article 49 de la loi du 29 mai 1959, ces titres peuvent être conférés par les établissements organisés, soit par l'Etat, soit par des établissements subventionnés ou reconnus par lui, soit par des jurys constitués à cette fin par le Gouvernement.

Au préambule devrait, dès lors, être fait mention de ces deux dispositions :

"Vu les lois sur l'enseignement technique, coordonnées le 30 avril 1957, notamment l'article 17;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, notamment l'article 49;" .

\+

\+ +

L'alinéa 2 de l'article 1er devrait être rédigé comme suit :

"Le jury central ou les établissements d'enseignement technique organisés, subventionnés ou reconnus par l'Etat confèrent ce diplôme dans les conditions fixées par l'arrêté royal du 14 novembre 1962 portant règlement général des études de l'enseignement technique supérieur et par le présent arrêté".

\+

\+ +

.../...

Article 2.

Compte tenu de l'observation préliminaire, l'article 2 devrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

Pour obtenir le diplôme de gradué en logopédie, les candidats doivent avoir réussi les épreuves qui s'y rapportent et présenter lors de la dernière épreuve un mémoire rédigé par eux".

\+

\+ \+

Article 3.

Les 1° et 2° de cet article doivent être omis. En effet, les aptitudes physiques et morales dont la preuve est exigée par ces dispositions concernent, en vertu de l'article 2, l'exercice de la profession, et, ainsi qu'il a été exposé dans l'observation préliminaire, ne trouvent pas de fondement légal.

L'article 3, 3°, énumère les diplômes ou certificats d'études dont doivent être porteurs les candidats. Cette énumération pourrait être utilement complétée par d'autres diplômes d'un niveau équivalent. Le délégué du Gouvernement a marqué son accord sur ce point. D'autre part, il serait indiqué de grouper sous un seul article toutes les conditions qui permettent l'admission à la première épreuve. L'article 9 du projet devrait s'insérer dans cet article 3.

.../...

Il est proposé pour cet article la rédaction suivante :

"Article 3.-

Pour être admis à la première épreuve, le candidat doit produire un des diplômes ou certificats d'études suivants obtenu depuis un an au moins :

1° diplôme d'école technique secondaire supérieure;

2° titre établissant l'admissibilité à un examen de candidat prévu par les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires;

3° certificat de l'épreuve préalable au grade de candidat en sciences commerciales;

4° diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur;

5° diplôme d'instituteur primaire;

6° certificat attestant qu'il a réussi, à l'âge de dix-huit ans, au moins, l'examen d'admission devant le jury prévu à l'article 31 de l'arrêté royal du 14 novembre 1962".

\+

\+ \+

Article 4.

L'article 4 omet de préciser la durée des stages que le candidat doit effectuer avant d'être admis à la dernière épreuve. Le projet devrait être complété sur ce point.

.../...

Article 5.

A l'article 5, l'expression "inscrire une technique effectuée" est incorrecte et d'ailleurs dépourvue de signification précise; elle devrait être remplacée par une expression appropriée.

\+
\+ +

A l'article 7, il y a lieu d'écrire "... les diplômes sont visés ... ".

\+
\+ +

L'article 9 étant repris sous l'article 3 proposé par le Conseil d'Etat, il doit être omis avec l'intitulé du chapitre II; le chapitre III du projet deviendra le chapitre II.

\+
\+ +

A l'article 11 du projet, les mots "droit et législation" devraient être remplacés par "éléments de législation".

Il y a une divergence entre les versions française et néerlandaise relatives à "l'exercice d'examen de la voix et de traitement".

.../...

La psychologie étant déjà visée en tête de l'énumération, il convient de préciser pour l'avant-dernière matière qu'il s'agit de la discussion de cas pratiques de psychologie .

\+

\+ +

Article 12.

Aux termes de l'article 10, les écoles délivrant le diplôme de gradué en logopédie appartiennent à la catégorie des écoles techniques supérieures du premier degré. Il s'ensuit que le directeur de ces écoles doit être porteur d'un des titres prévus par l'article 7, 3°, de l'arrêté royal du 14 décembre 1962. Le renvoi à l'article 4, 1°, de ce dernier arrêté, qui figure à l'article 12, doit être remplacé par le renvoi à l'article 7, 3°.

Au second alinéa, il y aurait lieu d'écrire : "il peut être dérogé à l'alinéa 1er par décision du Ministre".

L'alinéa 3 devrait être rédigé comme suit :

"La direction de l'établissement ou sa surveillance scientifique est exercée par un docteur en médecine, chirurgie et accouchements. Dans le second cas, il porte le titre de conseiller médical".

\+

\+ +

.../...

L'article 13 n'a aucune portée normative et doit être omis.

+
+ +

Les articles 15 et suivants doivent figurer dans un chapitre III intitulé "Dispositions transitoires et finales".

+
+ +

Le Conseil d'Etat propose pour l'article 15, alinéa 2, la rédaction suivante :

"Les assistants en psychologie -logopédie et les gradués en logopédie dont le diplôme a été délivré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté... (la suite comme au projet) ... ".

+
+ +

Suivant les déclarations faites par le fonctionnaire délégué, il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'accorder un effet rétroactif à l'arrêté projeté Il entrerait en vigueur le 1er septembre qui suit sa publication au Moniteur. L'article 16 devrait, dès lors, être modifié en conséquence.

Het ontwerp-besluit bedoelt het diploma van gegradueerde in de logopedie in te stellen en aan te geven onder welke voorwaarden het wordt verleend.

Artikel 2 zegt, dat gegadigden voor dat diploma op de in artikel 3 bepaalde wijze het bewijs moeten leveren, dat zij de morele en lichamelijke geschiktheid bezitten die voor de uitoefening van het overeenkomstige beroep is vereist. De toekenning van het diploma wordt hiermee afhankelijk gesteld van eisen in verband met de uitoefening van het beroep.

Geen wet geeft aan welke lichamelijke en morele geschiktheid men moet bezitten om als logopedist werkzaam te mogen zijn, geen wet ook staat de Koning toe op vestiging in dat beroep regelen te stellen.

Voor de in artikel 2 van het ontwerp gestelde eis in zake morele en lichamelijke geschiktheid is dus geen rechtsgrond voorhanden.

\+

\+ \+

Rechtsgrond voor het ontwerp is in de eerste plaats artikel 17 van de op 30 april 1957 gecoördineerde wetten op het technisch onderwijs. Dat artikel machtigt de Koning, de eisen inzake toelating van leerlingen, het minimumleerplan, de regeling voor het eindexamen alsook de te verlenen titels en hun kwalificatie te bepalen.

.../...

Verleend kunnen die titels luidens artikel 49 van de wet van 29 mei 1959 worden ofwel door de inrichtingen die ingericht zijn door de Staat of door de door hem gesubsidieerde of erkende inrichtingen, ofwel door de examencommissies welke de Regering daartoe samenstelt.

In de aanhef ware naar die twee bepalingen te verwijzen :

"Gelet op de op 30 april 1957 gecoördineerde wetten op het technisch onderwijs, inzonderheid op artikel 17 ;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs, inzonderheid op artikel 49;".

\+

\+ +

Het tweede lid van artikel 1 leze men zo :

"De centrale examencommissie of de door de Staat ingerichte, gesubsidieerde of erkende inrichtingen voor technisch onderwijs, reiken dat diploma uit onder de voorwaarden die bepaald zijn bij het koninklijk besluit van 14 november 1962 houdende algemene regeling van de studiën in het hoger technisch onderwijs, en bij dit besluit".

\+

\+ +

.../...

Artikel 2.

Artikel 2 ware, gelet op de inleidende opmerking, als volgt te stellen :

"Artikel 2.-

Om het diploma van gegradueerde in de logopedie te verkrijgen, moeten de gegadigden geslaagd zijn voor de desbetreffende examens en op het laatste examen een door hen op te stellen memorie voorgedragen hebben".

\+

\+ +

Artikel 3.

De tekst onder 1° en 2° van dat artikel moet vervallen. De lichamelijke en morele geschiktheid waarvan men volgens die bepalingen het bewijs moet leveren, houdt ingevolge artikel 2 immers verband met de beroepsuitoefening en heeft, zoals in de inleidende opmerking is betoogd, geen rechtsgrond.

Aan de in artikel 3, 3°, gegeven opsomming van de diploma's en getuigschriften die de gegadigden moeten bezitten, kunnen met goed gevolg nog een aantal andere diploma's van eenzelfde niveau worden toegevoegd . De gemachtigde van de Regering heeft hiermee ingestemd. Bovendien zouden alle eisen inzake **toelating** tot het eerste examen in hetzelfde artikel moeten staan, met name in artikel 3, waarin dus ook artikel 9 ware op te nemen.

.../...

De volgende lezing wordt in overweging gegeven :

"Artikel 3.-

Om tot het eerste examen te worden toegelaten , moet de gegadigde een van de hierna te noemen, ten minste sedert een jaar behaalde diploma's of studiegetuigschriften overleggen :

1° een diploma van een hoger secundaire technische school ;

2° een titel die vaststelt dat hij mag deelnemen aan een kandidaatsexamen, voorgeschreven bij de wetten op de toekenning van de academische graden en op het programma van de universitaire examens ;

3° het bewijs van het voorafgaand examen voor de graad van kandidaat in de handelswetenschappen ;

4° een diploma van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs ;

5° het diploma van lager onderwijzer ;

6° een getuigschrift waaruit blijkt, dat hij ten vroegste op achttienjarige leeftijd met goed gevolg het toelatingsexamen heeft afgelegd vóór de in artikel 31 van het koninklijk besluit van 14 november 1962 bedoelde examencommissie ".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 4.

De duur van de stages die de gegadigde moet volbrengen om tot het laatste examen te worden toegelaten, is in artikel 4 niet bepaald. Het ontwerp ware op dat punt aan te vullen.

Artikel 5.

De uitdrukking "een uitgevoerde techniek optekenen" is niet correct en heeft trouwens geen welbepaalde betekenis ; men vervange ze door een meer passende.

+

\+ +

Het eerste lid van artikel 7 leze men zo :

"De diploma's worden vóór de uitreiking geviseerd door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin".

+

\+ +

Artikel 9 , dat onder het door de Raad van State voorgestelde artikel 3 komt, valt weg ; meteen vervalt ook het opschrift van hoofdstuk II ; hoofdstuk III van het ontwerp wordt dan hoofdstuk II.

+

\+ +

.../...

In artikel 11 van het ontwerp vervange men "recht en wetgeving" door "begrippen over de wetgeving".

Er is gemis van overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst in verband met "stem-, spraak- en taalonderzoek en behandeling".

De psychologie is reeds vooraan in de opsomming genoemd. Voor het voorlaatste vak stelle men dan ook duidelijk, dat het om bespreking van praktijkgevallen uit de psychologie gaat.

\+

\+ +

Artikel 12.

De scholen die het diploma van gegradueerde in de logopedie uitreiken, behoren volgens artikel 10 tot de hogere technische scholen van de eerste graad. De directeur van zulk een school moet dus een van de in artikel 7, 3°, van het koninklijk besluit van 14 december 1962 bedoelde titels bezitten. In artikel 12 verwijze men dan ook naar artikel 7, 3°, niet naar artikel 4, 1°, van laatstgenoemd besluit.

In het tweede lid schrijve men :

"Van het eerste lid kan worden afgeweken bij beslissing van de Minister".

Het derde lid kan als volgt worden gelezen :

"De leiding van of het wetenschappelijk toezicht op de inrichting berusten bij een doctor in de genees-, heel- en verloskunde. In het tweede geval voert hij de titel van medisch adviseur".

.../...

Artikel 13 heeft geen normatieve strekking en moet vervallen.

\+

\+ +

De artikelen 15 en volgende moeten onder een hoofdstuk III "Overgangs- en slotbepalingen" komen.

\+

\+ +

Voor artikel 15, tweede lid, geeft de Raad van State de volgende redactie in overweging :

"De assistenten in de psychologie-logopedie en de gegradueerden in de logopedie wier diploma vóór de inwerkingtreding van dit besluit is uitgereikt door ... (verder zoals in het ontwerp) ...".

\+

\+ +

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is het niet de bedoeling van de Regering het ontworpen besluit te laten terugwerken. Het zou in werking treden de 1e september die volgt op de bekendmaking in het Staatsblad. Artikel 16 ware dienovereenkomstig te wijzigen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. A. VANDER STICHELE, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. VANDER STICHELE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE. (s) J. SUETENS.